



Edito

UNE DÉCLARATION QUI CONFIRME

Comme si nous n'étions pas conscients du cynisme structurel du camp d'en face, le patronat se fend régulièrement de déclarations publiques pour réclamer encore et encore ce qu'il pense lui être impunément dû. Eh oui, nous avons une mémoire qu'il faudrait de temps en temps raviver pour ne pas oublier que si nous sommes dans cet état social, c'est grâce à lui, que si nous sommes si bien lotis économiquement, c'est par sa bonté quasi divine.

Le dernier communiqué en date est une lettre au premier ministre pour implorer une nouvelle baisse des cotisations et surtout de ne pas augmenter les bases de calcul suite à l'augmentation "mécanique" de 2,4 % au 1^{er} juin. Rendez-vous compte qu'un salaire qui concerne plus de 2,2 millions de travailleurs et qui augmente de 44 euros bruts serait une faillite pour le pays !

Ce n'est pas moi qui le dis mais la chorale patronale composée en tête du Medef, de la CPME et de l'U2P. Mais cette fois-ci, et il faudra certainement y regarder de plus près, elle est accompagnée par la FNSEA, l'UDES (l'"économie sociale") et le METI (Mouvement des Entreprises de Taille Intermédiaire). Bref tout le gratin bourgeois bien connu pour sa doctrine sociale redistributive mais certainement en mal de profits en ces temps qui courent.

Ce qu'ils omettent de dire en chœur puisque la réalité n'est sûrement pas bonne à rappeler, c'est l'inflation galopante depuis des années, c'est la spéculation et les profiteurs de guerre en tout genre, dont l'Etat. Depuis le début de l'année voire plus et le merdier dans lequel les capitalistes nous ont mis, les prix flambent et plongent des dizaines de milliers, de travailleurs, de familles dans des choix qui ne devraient pas exister : manger ou aller travailler.

Alors 2,4 % et les cotisations qui vont avec, seraient pour eux un énorme problème, un de plus. Reprenons une partie du plaidoyer qui ferait presque pitié si ce n'était pas si consternant. Ils écrivent : *"Il y aurait donc bien une double peine pour les entreprises et donc pour l'emploi, à savoir payer des salaires plus élevés et des cotisations patronales en hausse."*

Bon jusque-là, que la bourgeoisie se plaigne de devoir s'acquitter d'un maigre salaire quand les travailleurs les engraisent, l'inverse aurait bien plus stupéfiant. Allez, on continue dans le délire possessif : *"Alourdir le coût du travail reviendrait à fragiliser encore davantage les conditions de la croissance, de la souveraineté et de l'emploi. Le redressement des fi-*

.../...

Sommaire :

Edito : Une déclaration qui confirme	P. 1 & 2
Prise de parole du 1er Mai	P. 2 & 3
Tract Chômeurs - Chiffres du chômage	P. 4 & 5
AG Indecosa 18 - Rapport Ouverture	P. 6 & 7
CA et CFC Indecosa 18	P. 7
Retraités MBDA - Inauguration stèle	P. 8
Banquet « Canon français » à Bourges	P. 9
Un regard sur ...	P. 10 & 11
Pub MACIF	P. 12



AGENDA

FORMATION SYNDICALE UD - 2026

- CSSCT AT/MP Harcèlement : **21-25 Septembre**
- Communication orale : **5-9 Octobre**
- Animation Lutte Sécurité : **26-30 Octobre**
- CSE Prise de mandat : **23-27 Novembre**

*Pensez à déposer vos congés éducation
un mois avant le début du stage
auprès de votre employeur
et informez l'UD de votre participation.*



nances publiques est une nécessité. Mais il ne peut se faire en frappant le travail, la production et la création de valeur". C'est joliment dit quand on parle de ceux qui n'ont que leur travail pour survivre.

Quoi dire que nous n'aurions déjà écrit ? Augmenter les smicards et les autres travailleurs serait le mal le plus absolu pour la croissance, le manque de travail avec pour conséquence le chômage et donc la baisse de la production de richesse dans une chaîne de valeur ? Ben voyons... Faut-il rappeler que les possédant détiennent les outils de production, les carnets de commande et les choix stratégiques tandis que les salariés dépendent exclusivement des choix des premiers ? Alors qui est responsable de quoi et dans quelle finalité ? C'est comme actuellement pour les fascistes et les antifascistes, les premiers seraient les gentils et les seconds les coupables.

Pour finir, le couplet soliste du patron du Medef : *"cela va se traduire par des destructions d'emplois"*. Bon, on est prévenu mais est-ce plus que ce qui est déjà en cours ou prévu sans l'augmentation ? Mais il persiste sans gêne puisqu'il y a du plaisir : *"il s'agit d'une nouvelle erreur majeure de politique économique qui est à la fois anti-entreprise, anti-emploi, anti-salaire et anti-pouvoir d'achat"*. Quel visionnaire ce Patrick ! Mais avant de dire ça, avait-il pris en considération les déclarations de son mentor qui annonçait un million d'emplois ?

Je vous passe le refrain sur la Sécu qui doit être sauvée par la TVA, c'est bien trop répétitif.

Bon, vous trouvez sûrement ce message bourgeois assez clair : ne demandons rien et nous serons servis.

Une dernière petite phrase pour les organisations syndicales "dites" de salariés qui collaborent avec les représentants de ces individus dans les boîtes afin de nous éjecter, de nous emmener devant les tribunaux ou encore signer des accords d'accompagnement et de collaboration de classe. Vous pensez quoi de ces discours ?

Bon courage, les Camarades, il en faut.

Sébastien MARTINEAU
Secrétaire Général



PRISE DE PAROLE

1er MAI 2026

Cher(e)s Ami(e)s, Cher(e)s Camarades,

De mémoire, le 1^{er} Mai, cette belle journée internationale de luttes pour les droits des travailleurs n'a jamais autant fait parler d'elle. Pourtant, elle ne date pas d'hier, bien au contraire : les premières "Fêtes", comme les travailleurs les nomment à l'époque, commencent dans certains endroits en France fin du 18^{ème} siècle avec des dates différentes. Sa forme actuelle est décidée à la fin du 19^{ème}, plus précisément en 1884 aux Etats-Unis.

Le premier fait marquant de ces journées de luttes durant ces 142 ans est les premiers manifestants morts le 1^{er} Mai 1886 à Chicago et les répressions de la police et de l'Etat qui en ont découlé. En tout ce seront huit militants anarchistes qui seront condamnés à mort par la justice. Non pas parce qu'ils étaient coupables mais parce qu'ils étaient des meneurs de la grève. Ça fait tout de suite réfléchir.

Ici, en 1891, à Fourmies dans le nord, c'est l'armée qui tire sur les manifestants et tue neuf ouvriers. C'est encore un coup porté contre le mouvement travailleur et sa détermination à obtenir gain de cause pour ses revendications. A la suite de cette tuerie, la décision fut prise de porter chaque 1^{er} Mai une fleur traditionnelle du Nord, une églantine écarlate, en souvenir du sang versé et du mouvement révolutionnaire.

C'est dire que de tout temps, dans l'histoire comme maintenant, la répression contre ceux qui se soulèvent pour obtenir des droits et des avancées a toujours existé. Elle prend des tournures différentes suivant les époques. Avant ils tiraient pour tuer, aujourd'hui ils tirent moins pour tuer, quoique, que pour blesser, mutiler, éborgner. Ils ont toujours la même doctrine, faire des exemples, faire régner la peur pour dissuader, afin de protéger la classe possédante et dirigeante et maintenir ce pouvoir de domination.

L'histoire du 1^{er} Mai et plus généralement de l'ensemble des luttes des travailleurs, ici et à travers le monde, est entachée de violences perpétrées par le patronat et/ou les Etats. Le capital est prêt à tout pour préserver son ordre social, son statut, ses privilèges. Ils sont organisés pour que tout soit à leur disposition : les appareils d'Etat, le droit comme les forces armées et militaires sont à leur disposition.

Alors vous pensez bien qu'un jour non travaillé comme aujourd'hui et payé chez soi est une verrue comme tant d'autres dans un système qui prend tout son sens dans la doctrine de collaboration : oui il faudrait travailler plus et plus longtemps, oui il faudrait résoudre le problème démographique du pays pour alimenter le capital, et oui il faudrait avoir une population docile et mobilisée au service de la patrie puisque la guerre serait à nos portes.

C'est le principe même de ce qu'on nous rabâche sur l'économie de guerre, sur le réarmement et la mobilisation civique et citoyenne. Cette rhétorique est une vision purement idéologique d'une acceptation du pire, tant socialement qu'économiquement.

Depuis quelques années, toutes les décisions, les mesures gouverne-

mentales et les orientations du capital industriel sont en faveur, de près ou de loin, des militaires, des industries d'armement et de ceux qui les financent. Toutes les mesures budgétaires sont exclusivement tournées pour alimenter ces activités qui n'ont qu'un seul but, les conflits armés, la préparation mentale et le renoncement à tout autre chose en lien avec l'intérêt général.

Nous devrions accepter un système de santé public ou encore l'école publique dans cet état ? Nous devrions nous accoutumer à ne plus avoir de services publics, de libertés collectives et individuelles, de culture ? Nous devrions assumer collectivement les milliers de licenciements et les dizaines de fermetures d'usines ? C'est non ! Nous n'acceptons pas les choix de la bourgeoisie qui ne font qu'enfermer notre classe dans une inquiétude sociale grandissante, dans une précarité, une médiocrité, c'est eux qui le disent, une misère programmée.

Nous n'acceptons pas que nos salaires, nos pensions et allocations ne soient pas la réalité de la valeur que nous produisons et que cette valeur nous soit volée par les possédants. Pas plus que nous n'acceptons, qu'encore une fois, la richesse que nous créons serve à des intérêts guerriers de par le monde pour assouvir la soif impérialiste du capital.

Le capital a naturellement soif d'expansion et ne supporte que très mal qu'on se mette en travers de sa route. On le voit dans les invasions actuelles qui, sous prétexte de terrorisme, d'armes de destructions massives, on a déjà donné, ou de dictature sont systématiquement sous sanctions et ensuite attaqués. On le voit également avec l'attitude guerrière de l'Otan qui frappe aux portes de la Russie, de la Chine et de ceux qui sont proches dont le Venezuela et Cuba.

Le gaz, le pétrole, le minerai, les métaux rares sont au cœur des sanctions, invasions et massacres US et Israélien. N'oublions pas non plus d'observer le rôle des suprémacistes occidentaux qui, pour continuer leur hégémonie historique, n'hésitent pas à mépriser, caricaturer ou dénaturer certaines populations dans d'autres pays. C'est malheureusement le cas de nombreux chefs d'Etat et de gouvernements en Europe, sans oublier les nationalistes purs et les réactionnaires en puissance.

Et ils sont de plus en plus nombreux à exercer ou à vouloir imposer leur vision du monde à travers une idéologie que nous connaissons malheureusement bien, le fascisme.

A un certain moment de son histoire, dans une certaine période que lui-même se crée ou qu'il subit de plus en plus mal, dans une succession de crises de profits, le capital se réfugie derrière l'outil fasciste. La lecture de faits historiques le montre très bien.

Que ce soit en Italie, en Allemagne, en Espagne, en Amérique latine ou en Asie les mêmes causes ont créé les mêmes effets. Les travailleurs ont payé un très lourd tribut.

Aujourd'hui, le patronat français comme ailleurs dans le monde s'organise autour d'un concept qui détruit des millions de travailleurs. Il faut tout reprendre ce qui a été arraché, il faut ne plus rien laisser. Il ne lâche rien sur les salaires et instaure l'augmentation du temps de travail tout au long de nos vies. Il faut travailler plus et plus longtemps.

Il nous asservit de plus en plus et retire le moindre espace qui pourrait ressembler à de la citoyenneté au travail. Nous sommes citoyens jusqu'aux portes des entreprises et des administrations. Nous sommes décideurs dans nos vies mais exécutants à merci dans notre travail. Nous serions libres, égaux et fraternels au sens des Lumières mais forcés, différents et individuels dans la logique capitaliste, dans les idées d'extrême-droite. C'est le principe même du fascisme.

Alors il faut le combattre classe contre classe. Tout ce qui ne correspond pas à la nôtre est, de facto, de la classe adverse. Tout ce qu'ils nous reprennent, lorsqu'ils nous volent nos temps de vie doit être combattu, que ce soit au travail et politiquement dans la cité. Nous sommes des citoyens partout où nous nous trouvons, quoi que nous fassions.

C'est la continuité de l'Histoire que de faire du 1^{er} Mai un moment particulièrement fort pour nos revendications de classe. S'assumer comme antifasciste, anticapitaliste, anti-impérialiste est une nécessité absolue.

Se battre contre les guerres, pour la paix, pour le désarmement, pour un syndicalisme international réellement au service des travailleurs, pour exproprier le patronat, prendre la main sur les productions et créer une solidarité de tous les producteurs de valeurs dans le monde, est une condition pour notre classe.

Je vous souhaite beaucoup de courage et d'abnégation pour arriver à nos fins. Bonne manifestation et bon 1^{er} Mai dans la lutte. Merci.





COMITÉ NATIONAL DES TRAVAILLEURS PRIVÉS D'EMPLOI ET PRÉCAIRES

FRANCE TRAVAIL : LES CHIFFRES OFFICIELS CONFIRMENT LA RÉALITÉ DE L'EXPLOITATION

Le gouvernement et France Travail ne cessent d'annoncer une baisse du chômage mais les chiffres réels montrent une tout autre réalité. Au premier trimestre 2026, on compte déjà 6,46 millions de travailleuses et travailleurs inscrits en catégories A à E. Si l'on ajoute les nouvelles catégories créées par la loi plein emploi, avec 395 700 travailleurs et travailleuses en parcours social et 630 400 en attente d'orientation, on dépasse largement les 7 millions de privés d'emploi ou de personnes suivies et contrôlées. Le chômage de masse n'a donc pas disparu, il reste massif, structurel, simplement rendu moins visible dans les statistiques officielles.

La baisse mise en avant par le gouvernement repose sur une diminution de la catégorie A de 1,2 % sur le trimestre et de 2,8 % sur un an, mais cette lecture est trompeuse. Dans le même temps, les catégories B et C augmentent fortement avec +5,7 % et +3,6 % sur un an. Concrètement, cela signifie que les personnes ne sortent pas du chômage mais basculent vers des formes d'activité réduite, de temps partiel subi, d'emplois instables et mal payés. Le chômage ne recule pas, il se transforme en précarité généralisée. On ne passe pas du chômage à l'emploi stable, on passe du chômage total à des situations de travail fragmenté et précaire.

La DARES elle-même indique que si l'on neutralise les effets des réformes et des changements de règles, la baisse réelle est quasiment nulle, autour de -0,2 % sur un an. Cela montre que la "baisse" affichée est largement artificielle, construite par des modifications statistiques et des changements de périmètre qui permettent de transformer les chiffres sans transformer la réalité sociale.

Dans le même temps, le chômage de longue durée explose. Les personnes inscrites depuis plus d'un an augmentent de 9,4 % sur un an et représentent désormais 46 % des inscrits. Presque une travailleuse ou un travailleur sur deux est enfermé durablement dans le chômage ou la précarité. Cela traduit un système incapable de réinsérer réellement et qui produit au contraire une exclusion durable et structurelle.

Les flux confirment cette réalité. Les entrées en catégories A, B et C augmentent fortement, +62,6 % sur un an, ce qui montre que les destructions d'emplois et les parcours instables continuent de nourrir le chômage. Dans le même temps, les sorties augmentent aussi, mais une part importante ne correspond pas à des retours vers l'emploi. Les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation explosent de +175,6 %, ce qui signifie que des centaines de milliers de personnes disparaissent des statistiques non pas parce qu'elles ont retrouvé un emploi, mais parce qu'elles n'ont pas pu suivre les démarches administratives.

Les radiations administratives, elles, chutent fortement, passant de 45 000 à 2 700. Cela ne signifie pas une baisse des sanctions, mais une transformation de leurs formes, plus diffuses, moins visibles, intégrées dans des mécanismes de pression et de contrôle continu. Le contrôle ne disparaît pas, il change de forme.

Dans le même temps, l'inscription massive de nouveaux publics, notamment plus de 1,5 million de bénéficiaires du RSA, montre que France Travail devient un outil central de gestion de la pauvreté et de mise sous pression des travailleuses et travailleurs privés d'emploi. Il ne s'agit plus seulement d'accompagner vers l'emploi, mais de gérer et contrôler des populations durablement précarisées.

Au final, tous les indicateurs convergent vers une même réalité. Le chômage ne baisse pas réellement, il se transforme, se déplace et se durcit. Il prend des formes plus fragmentées, plus précaires, plus durables. Il devient un état permanent pour des millions de travailleuses et travailleurs.

Derrière les chiffres et les pourcentages, il y a une logique de fond : un système qui organise la précarité comme mode de gestion du marché du travail, qui met en concurrence les travailleurs, maintient la pression sur les salaires et transforme le chômage en outil de discipline sociale. Ce n'est pas un dysfonctionnement, c'est un choix politique.

ECONOMIE

BAISSE DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI DANS LE CHER AU PREMIER TRIMESTRE 2026

Article du Berry Républicain du 29 avril 2026

Le nombre de demandeurs d'emploi baisse au premier trimestre 2026 en France. Un recul encore plus marqué dans le Cher.

Alors que la conjoncture économique morose et les tensions géopolitiques pouvaient laisser craindre une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi, les chiffres dévoilés ce mardi 28 avril par France Travail et la Dares, affichent pourtant un recul du nombre d'inscrits à France Travail au premier trimestre 2026, après une hausse fin 2025.

En France, le nombre de chômeurs inscrits en catégorie A (sans activité et tenus de rechercher un emploi) diminue de 1,2 % sur un trimestre. Un chiffre corrigé des effets de la réforme du plein-emploi et du nouveau décret de sanctions et d'ajustements techniques de l'an passé.

La baisse est plus marquée dans le Cher. Dans cette catégorie de référence, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A diminue de 3,2 % (-390) ce trimestre et diminue de 4,9 % sur un an. Au quatrième trimestre 2025, ce chiffre avait au contraire bondi de 3.1 %.

Dans cette catégorie, les jeunes de moins de 25 ans profitent davantage de cette baisse (-6 % sur un trimestre, -16,3 % sur un an).

En moyenne au premier trimestre 2026, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail et tenus de rechercher un emploi (catégories cumulées A, B, C) s'établit à 21.550. Parmi eux, 11.900 sont sans emploi (catégorie A) et 9.650 exercent une activité réduite (catégories B, C). Un chiffre en baisse de 1 % (-220) sur le trimestre et une diminution de 1,5 % sur un an.

Dans le Cher, au sein des deux catégories créées en janvier 2025, 2.897 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 2.027 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

En région Centre-Val de Loire, au premier trimestre 2026, le nombre moyen de personnes inscrites à France Travail qui ne sont ni en attente d'orientation ni en parcours social reste stable (-290). Pour les catégories A, B, C il baisse de 0,2 % (-480). En catégorie A, il baisse de 1,3 % (-1 440) ce trimestre.

Dans le Cher, par zone d'emploi, le chiffre de demandeurs d'emploi en catégorie A baisse fortement à Vierzon sur un an (-9,2%). A Bourges, cette évolution annuelle recule de 3,3%.

Selon l'Insee, le taux de chômage était de 7,6 % au quatrième trimestre 2025 dans le Cher, contre 6,9 % fin 2024.



ASSEMBLEE GENERALE INDECOSA CGT 18

LE 21 MAI 2026

RAPPORT D'OUVERTURE

par Christelle Pauvert

Tout d'abord, au nom du conseil d'administration, nous vous remercions de votre participation pour notre AG statutaire. Nous tenons à remercier le syndicat des municipaux de Bourges pour l'obtention de cette salle. Nous tenons également à remercier les camarades du conseil et les invités qui n'ont pas pu participer à nos travaux, ainsi que les anciens membres du CA qui sont partis en cours de mandat.

Une pensée particulière pour notre camarade Blantine Harlé qui nous a quittés juste après notre dernière AG en 2022. Nous vous proposons d'observer une minute de silence.

Notre AG se tient dans un contexte social, économique, géopolitique extrêmement préoccupant. Préoccupant pour les populations victimes ou menacées par les conflits orchestrés par les impérialistes, préoccupant pour les travailleurs qui sont touchés par les restructurations ou fermetures d'entreprises, préoccupant par les conséquences sociales de la mise en place de l'économie de guerre dans de nombreux pays dont le nôtre, très inquiétant pour des millions de personnes qui subissent les conséquences désastreuses de toutes les mesures antisociales bourgeoises.

Toutes ces situations s'accroissent et mettent une myriade de travailleurs et leurs familles, de retraités ou encore les plus précaires, dans des situations inextricables. Depuis le conflit à l'est du continent européen, nous vivons dans une situation inflationniste qui ne fait que s'aggraver. A l'époque, on nous expliquait que le prix de certains produits alimentaires comme les lentilles ou la moutarde, les pâtes, le poulet ainsi que les œufs avaient considérablement augmenté comme une des conséquences du conflit sur le territoire ukrainien. Comme s'il était normal que les prix s'enflamment par le simple fait qu'un pays ne pourrait tout simplement assumer des productions qui devraient être produites en local ?

Dans le même temps, les prix de l'énergie et des carburants ont explosé pour se maintenir à un niveau digne des plus grandes crises énergétiques passées. Là aussi, le discours général était de nous maintenir dans une certaine fatalité, quoi qu'il se passe, les énergies fossiles ne seraient qu'une pro-

duction dépassée et obsolète, et elle aussi, une consommation de plus en plus chère puisque interdite.

La guerre organisée par le gouvernement américain et israélien contre l'Iran et le Liban ne fait que conforter les constats et les craintes de notre association : ce conflit, qui fait suite à l'inflation déclenchée depuis plus de trois ans par les profiteurs de guerres, devient une réalité pour nous tous. Les mêmes s'en mettent plein les poches alors que les travailleurs et leurs familles ne parviennent plus à vivre.

Faire le lien entre l'international et le local nous montre bien que le capitalisme et sa forme impérialiste sont la cause de la majeure partie de nos problèmes quotidiens. Les appétits des uns provoquent indéniablement les restrictions et la famine des autres.

Nous le voyons ici en France et dans notre département. L'économie de guerre provoque un changement stratégique des productions et de la pensée du quoi produire et pourquoi faire. Faire de l'industrie de l'armement une forme d'avenir commun est en soi un renoncement à une production utile au service de tous. C'est l'acceptation que nous serions en guerre et que les reculs sociaux et sociétaux seraient l'avenir. Un recul qui en dit long sur l'aménagement du territoire, les services publics, les productions locales et le bien-être ensemble.

Notre association a évidemment un regard critique sur ces décisions. Le prétexte de la guerre doit être combattu pour trouver des solutions durables accessibles à toute la population. Nous devons nous-y employer.

Encore une fois, les situations et décisions qui pourraient paraître lointaines sont, d'une certaine manière, impactantes dans notre vie de tous les jours et les consommateurs salariés ainsi que leurs familles les subissent tous les jours.

Notre combat associatif est un combat de classe. Mais comment le faire quand la classe dirigeante, la bourgeoisie, donc l'Etat décide de liquider purement et simplement l'Institut National de la Consommation et son journal 60 millions de consommateurs? Institution publique depuis 1966, les lob-

byings patronaux en tout genre ont obtenu sa fermeture. Comment l'inscrire dans les syndicats quand les camarades sont déjà submergés par les annonces dans les boîtes et que les autres syndicats sont de l'autre côté du manche ?

La défense des consommateurs est un combat syndical. Elle se traduit nécessairement par un avis et un contrôle des productions, de l'impact social et environnemental, de son coût, aussi bien de production comme de la vente et de son utilité.

Les services publics, la santé, l'eau, le logement, l'industrie, la distribution des produits, etc., sont des sujets intimement liés entre revendications syndicales et protection et défense des consommateurs. Les contrats et particulièrement sur les nouvelles énergies, tout ce qui touche aux aides financières de l'Etat, donc de nous, sont des sujets qui méritent toute notre attention.

Alors comment faire pour être plus efficace ? Être plus nombreux pour pouvoir construire, faire vivre et diffuser nos informations et nos revendications. Impliquer plus nos adhérents, donc les syndicats, pour mêler activité, visibilité et assurer les publications à l'intérieur des entreprises et également penser à des actions ou permanences en lien avec l'activité syndicale en direction des travailleurs.

Nous devons continuer de faire connaître nos représentations dans les différentes instances, Commission d'Attribution des Activités Commerciales, Comité Technique Régional, instances sur l'eau qui ne se réunissent plus comme la commission de taxis et la Commission de Surendettement dans laquelle Gérard Gigot, ici présent, siège et fera une intervention particulière sur le sujet.

Nous devons regarder notre organisation qui mobilise nos camarades lors des permanences les 1^{er} et

3^{ème} mardis de chaque mois. Depuis un certain temps, nous constatons que nous ne recevons plus personne dans les accueils physiques. Il faut que nous décidions la meilleure façon d'être le plus utile possible aux sollicitations quand elles se présentent, sans pour autant épuiser nos camarades inutilement. C'est un vrai sujet.

Nous avons également des représentations à décider comme nos candidatures pour représenter les usagers dans les conseils de surveillances des établissements de santé ou de personnes âgées. Il faut être conscient que dans ces instances, nous nous opposons à une fronde des autres associations qui se disent "représentantes de usagers". Au mieux, la plupart ne représentent qu'elles mêmes, pour les autres, elles ne représentent que les intérêts de l'Etat ou du patronat. Jean-Claude ici présent et moi-même pourrons répondre à vos questions, nous sommes allés en formation à Courcelle dernièrement.

Enfin, nos représentants dans les conseils d'administrations des offices HLM est un vrai sujet tant dans leur activité quotidienne que dans les élections à venir en fin d'année. C'est un point particulier qui est à l'ordre du jour. Mais auparavant nous tenons à remercier notre camarade Claudie pour le travail conséquent sur le logement social. Que ce soit dans l'animation du collectif logement ou dans son travail individuel pour sortir les locataires de certaines impasses, elle répond toujours présent.

En conclusion de ce rapport un peu long, je vous souhaite de bons travaux et surtout de continuer et d'amplifier ce beau monument qu'est notre association.

Je vous remercie chaleureusement pour m'avoir écoutée. Merci.

ELU(E)S AU CONSEIL D'ADMINISTRATION (CA)

- BEDUER Catherine
- BERNON Marie-Claude
- GONZALES Guy
- HENRY Claudie
- MADRAK Marie-Edith
- MARTINEAU Sébastien
- MELLOTT Jean-Philippe
- PAUVERT Christelle
- ROMAND Chantal
- SARRON Patricia
- SIGUIER Annie

ELUS A LA COMMISSION FINANCIERE ET DE CONTRÔLE (CFC)

- GIGOT Gérard
- LEPAIN Nicolas
- PERROT Eric



Prise de parole par le syndicat des Retraité(e)s Aérospatiale/MBDA **lors de l'inauguration de la stèle commémorative des morts** **pour la France de l'usine MBDA de Bourges.**

Monsieur Jean Ribeiro-Gaillon,
Directeur de MBDA Bourges et Président du CSE de l'établissement
Monsieur le secrétaire du CSE,
Mesdames, Messieurs les élu(e)s des organisations syndicales représentatives au CSE,

Au nom du syndicat des retraité(e)s Aérospatiale/MBDA, nous tenons à remercier la Direction d'avoir étudié et pris en compte notre demande que soit apposé le nom d'Albert Girouille sur la stèle commémorative des morts pour la France de l'usine MBDA de Bourges.

Albert Girouille était tourneur au sein de l'entreprise SNCAC (Société Nationale de Constructions Aéronautiques du Centre).

Victime d'une dénonciation, il fut arrêté le 28 avril 1942 à 5 heures du matin par des agents de la Sipo-SD d'où émane la Gestapo.

Accusé de recel de métaux et d'avoir dissimulé son fusil de chasse, il fut emprisonné à Bourges.

Torturé, il se tut, mais les Allemands découvrirent la cachette où Albert Girouille avait enterré son fusil de chasse au fond du jardin.

Condamné à mort le 11 mai 1942, il fut fusillé le soir même à 19h30 à Montifaut et inhumé au cimetière Saint-Lazare, fosse 421.

Un soldat de la Wehrmacht, Paul Novara d'origine Polonaise, membre du peloton d'exécution, refusa de tirer sur Albert Girouille. L'officier Allemand décida qu'il serait lui aussi fusillé et inhumé fosse 420 à côté de Girouille.

Ce n'est que le 3 juin 1942 que le Préfet vint prévenir la famille.

La mention « mort pour la France » lui fut attribuée le 16 juin 1942. Son nom figure sur la stèle commémorative des fusillés de Montifaut à Bourges.

Pour nos syndicats CGT actifs et retraités, nous sommes attachés au devoir de mémoire car il ne faut surtout pas oublier les femmes et les hommes qui ont sacrifié leur vie pour défendre leur pays et combattre l'Allemagne Nazie.

Il est d'autant plus vrai aujourd'hui, avec la période controversée que nous vivons, de transmettre aux jeunes générations comme vous le formulez dans votre courrier, Monsieur le Directeur, les souvenirs historiques qui ont marqué l'histoire locale et que nous sommes dépositaires de l'Histoire traversée par notre usine.

19 Mai 2026



& La maxime du mois &



**LA GUERRE EST UN FRUIT DE LA DÉPRAVATION
DES HOMMES ;
C'EST UNE MALADIE CONVULSIVE ET VIOLENTE
DU CORPS POLITIQUE.**

DENIS DIDEROT

Banquet du « Canon français » à Bourges :

Le courage de faire face à l'extrême droite.

Monsieur le maire de Bourges,

Nous, organisations syndicales, associations et partis politiques du Cher, vous demandons à nouveau solennellement une réponse claire à cette question : laisserez-vous le « Canon français » organiser son banquet à la Halle au blé le 30 août prochain ?

En 2025, nous avons déjà interpellé la municipalité sur l'organisation de ce banquet et la location de la Halle au blé. Aujourd'hui, les preuves ne laissent plus de place au doute. Le « Canon français » n'a rien d'une simple fête gastronomique.

Nous vous alertons l'année dernière sur l'entreprise organisatrice financée par Pierre-Edouard Stérin, milliardaire français qui est devenue en quelques années le portefeuille de l'extrême droite. Il la finance via sa fortune et le projet PERICLES (Patriotes, Enracinés, Résistants, Identitaires, Chrétiens, Libéraux, Européens, Souverainistes) qui a pour but d'assurer sa victoire idéologique et électorale.

Nous vous alertons également sur les dérives identitaires d'un tel événement. Des premiers témoignages évoquaient déjà la présence de drapeaux monarchiques ou de symboles néofascistes repérés lors de certains banquets.

Depuis début 2026, de nombreuses enquêtes journalistiques menées à l'intérieur de l'événement l'ont confirmé : « malgré la charte de bonne conduite mise en place par les organisateurs, les discours sur l'identité française, l'immigration, et la politique étaient bien présents, avec des paroles racistes et violentes. » *.

C'est ce qui s'est passé, entre autres, à Caen le 18 avril dernier où Emma Fourreau, eurodéputée, a recueilli une cinquantaine de témoignages lors du passage du Canon français, dans les rues de la ville, après le banquet. Ces témoins parlent de poursuites, d'insultes racistes, homophobes et misogynes, ainsi que des saluts nazis. Emma Fourreau recevra par la suite de nombreuses menaces personnelles dont des appels au viol et à la mort publiés sur son compte Instagram.

Dans ce contexte, Isabelle Assih, maire de Quimper, a pris la décision courageuse d'annuler le banquet prévu dans sa ville malgré les menaces de poursuites judiciaires par les organisateurs et le harcèlement qu'elle endure depuis.

M. Galut, ayez aujourd'hui le même courage et affirmez votre combat contre l'extrême droite en annulant dès maintenant ce banquet à Bourges. En tant que maire, vous disposez des prérogatives nécessaires pour préserver l'ordre public et refuser qu'un bâtiment municipal serve de caisse de résonance à une entreprise de propagande raciste.

Nous vous remercions par avance pour votre réponse, mais vous assurons que nous poursuivrons notre mobilisation contre le Canon français et l'extrême droite.

ATTAC 18, CGT 18, CNT-SO 18, Confédération paysanne du Cher, Ki-6-Col', LFI 18, NPA 18, PCF 18, PCOF 18, SCALP 18, SUD-Solidaires 18.

* Interceptions - France Inter - 10/05/2026

UN REGARD SUR...

La Loi actualisant la loi de programmation militaire 2026 (LPM), 36 milliards sur quatre ans à ajouter 410 prévus de 2024 à 2030. Mais pas que !

Cette loi du 19 mai dernier octroie près de 9 % supplémentaires à un budget qui atteint déjà tous les records. Budget, qui initialement, est aux crédits des coups de rabots inacceptables sur les autres ministères. D'ailleurs, nous le voyons dans les annonces, il n'y aurait plus d'argent dans les caisses de l'Etat et tout le monde serait au pain sec.

Enfin presque tout le monde puisque le patronat ne rechigne pas à toutes ces décisions. Plusieurs raisons à cela qui se recoupent les unes les autres. Dans cette loi qui a été largement votée, et nous y reviendrons, il existe une multitude de dispositions qui peuvent permettre des profits records en un minimum de temps. La guerre est par nature courte dans le temps mais les retombées financières sont d'une incroyable efficacité.



C'était déjà le cas mais les exposés de la loi sont encore plus précis. Nous ne sommes plus dans l'économie de guerre comme proclamé depuis des mois et des mois mais dans une "économie de défense" et de "mobilisation industrielle permanente". La première formule reprend la doctrine initiale de la guerre, il suffit de reprendre ce que renforce le texte : accélération du réarmement en augmentant les capacités industrielles militaires, nous préparer à des conflits de haute intensité (comme si la tuerie guerrière n'était pas déjà intensive) et il faudrait adapter l'économie et surtout la société à une éventuelle situation de guerre prolongée. Bon ça, c'était bien suffisamment défini.

Ces 36 milliards de bonus sont maintenant assez bien fléchés, comme s'il fallait en remettre une couche. Ils se dessinent plus précisément pour servir, encore une fois, les grands groupes, leurs filiales et leurs "start-up" (qui n'en sont plus) et bien évidemment les banques qui les financent. Une garantie de l'Etat ou de la Commission européenne, rien de tel pour animer les ogres de guerre et les appétits de plus-values.

Mais pour ça, il faut être encore plus pertinent en employant le bon vocabulaire dans les bonnes phrases. Les bons mots sont pour le gouvernement et le patronat d'une simplicité digne d'un niveau élémentaire. Regardez : accélération, renouvellement, développement, capacités, modernisation, renseignement, ou encore stock. Mais le reste est à venir.

Derrière chaque sujet, les uns après les autres, ajouter production d'armes et de munitions, équipements militaires, drones et satellites, guerre électronique, modernisation et dissuasion nucléaire ou encore, carburant et munitions. En voilà un joli projet d'avenir et d'intérêt général !

Vous l'avez compris, malgré un certain changement sémantique, l'esprit de cette loi reste bien ancré dans l'économie de guerre. Et encore énormément de dispositifs sont là pour l'amplifier.

Il existe un paragraphe sur les réservistes et les liens entre l'armée et les entreprises, la continuité des productions mais il est en complément avec ce qui a été dit plus haut.

Le texte permet des réquisitions industrielles pour produire de l'armement, d'orienter les productions et les chaînes logistiques. En bref, il faudrait que la société civile soit tout entière au service des besoins militaires.

Et autant commencer par obliger la jeunesse à rentrer dans le rang le plus tôt possible. Nous avons déjà dénoncé les mesures prises dans l'éducation nationale (est-ce la même chose dans le privé ?), pour la journée de défense citoyenne mais un certain cap vient d'être franchi. Nous passons à la journée de "mobilisation" pour la jeunesse, ça rappelle des souvenirs plutôt inquiétants. Il faudrait renforcer durablement la culture militaire, les préparer à des situations de crise, leur développer la notion de "résilience nationale" et faire copains-copines avec l'armée. Et tout ça, bien sûr, pour faire accepter le prochain service national obligatoire, un recensement des jeunes gens serait effectué chaque année.

Enfin, c'est nouveau et ce n'est pas un petit morceau. Les députés ont voté (pas tous mais trop peu) la création d'un "Etat d'alerte de sécurité nationale". D'abord nous ne savons pas ce que c'est, quand et dans quelles circonstances ce sera mis en place mais nous connaissons les termes et pouvons imaginer ce que cela pourrait produire sur notre classe sociale. Il s'agit d'accélérer les procédures administratives et de coordination renforcées des services de l'Etat. Quoi en penser quand il existe déjà énormément de dispositifs ? Peut-être qu'il est question de renforcer les pouvoirs sécuritaire et judiciaire dans des procédures accélérées avec, nous pouvons l'imaginer, des jugements plus rapides, plus durs dans des tribunaux d'exception ou sans jugement ? (rappelons que les Palestiniens sont emprisonnés avec ces méthodes).

Dernière chose et pas des moindres, ils pourront prendre des mesures exceptionnelles de mobilisation, de restriction (libertés individuelles et collectives) ou de réorganisation (de la société) en cas de menace grave. La crise sanitaire a déjà prouvé que c'était possible.

Et c'est là que nous pouvons affirmer que si l'ordre social bourgeois est menacé, ils détiennent toutes les armes législatives et par la suite, de répressions, pour le faire respecter.

Pour finir, regardons ce qui s'est passé à l'Assemblée nationale ce 19 mai : 566 députés présents, presque au complet, 562 votes valables.

➤ Pour : 440 Abstention : 4 Contre : 122

Les votes contre sont la France Insoumise, les Ecologistes et social ont voté à 36 contre, 1 pour une abstention, la Gauche Démocrate et Républicaine (PCF) 14 contre et 3 abstentions, Socialistes et apparentés, 1 contre et 64 pour.

Les commentaires seront dans un papier à venir.



Votre organisation syndicale (👤) nous fait confiance, pourquoi pas vous ?

La Macif vous propose des solutions
pour vous et votre famille :
auto, habitation, santé...

Et aussi des solutions adaptées au monde
de l'entreprise et des associations.

→ Pour plus d'Informations : [macif.fr](https://www.macif.fr)



La Macif,
c'est vous.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.